

20000 abonnés d'Hydro Ottawa et Hydro One touchés, une vingtaine d'écoles fermées

Congé forcé par une panne de courant

PHILIPPE ORFALI
porfali@tedroit.com

Près de 20000 abonnés d'Hydro Ottawa et d'Hydro One ont eu la mauvaise surprise de se réveiller sans courant, hier matin. Une bonne partie de Gloucester Nord, de même que l'est et le sud rural d'Ottawa ont été affectés.

La panne a été déclenchée vers 5 h lorsqu'un transformateur d'Hydro One a cessé de fonctionner, a expliqué la porte-parole Danièle Gauvin. «Un morceau de

l'équipement a cessé de marcher, et nous avons passé tout l'avant-midi à tenter de réparer le problème», a-t-elle dit. Le bris aurait été causé par un paratonnerre de la station hydroélectrique du chemin Hawthorne à Ottawa.

Le courant était de retour vers 13 h dans la plupart des logements et commerces des secteurs affectés.

Une vingtaine d'écoles, pour la plupart anglophones, ont néanmoins fermé leur porte pour la journée. Au Conseil des écoles

publiques de l'Est de l'Ontario, seule l'école secondaire publique Louis-Riel a dû fermer ses portes. «La seule autre école publique affectée, l'école élémentaire Séraphin-Marion est demeurée ouverte et les cours ont été dispensés comme à l'habitude», a expliqué la porte-parole Andrée Myette.

Les 600 élèves des écoles élémentaires catholiques Lavendrye et Sainte-Marie ont eux aussi passé l'après-midi sans éclairage.



MISE EN FORME
SANTÉ FÉMININE
NUTRITION

Section **SANTÉ** GARDI
cyberp

cyberpresse.ca



Publié le 20 avril 2009 à 21h27 | Mis à jour le 20 avril 2009 à 21h29

Extrait de son document intitulé Des idées pour Gatineau

Le candidat Desjardins veut abolir les sacs de plastique gratuits



Aurèle Desjardins est le candidat à la mairie de Gatineau, pour l'élection de novembre prochain
Archives Le Droit



Patrick Duquette
Le Droit

S'il est élu maire de Gatineau en novembre, Aurèle Desjardins interdira la distribution de sacs en plastique gratuits dans les commerces.

M. Desjardins souhaite suivre l'exemple des villes québécoises de Huntingdon et Deux-Montagnes qui ont adopté des mesures anti-sacs en plastique.

Sa proposition se retrouve dans un document intitulé Des idées pour Gatineau dont nous avons obtenu copie. Le candidat à la mairie a l'intention de s'en inspirer pour rédiger son programme électoral.

Il n'a pas été possible de parler à M. Desjardins hier après-midi pour connaître avec précision ses intentions. Mais toute évidence, il irait plus loin que tout ce que la Ville de Gatineau a envisagé jusqu'ici pour éradiquer les sacs en plastique.

La politique environnementale, adoptée il y a quelques semaines, est muette sur le sujet. Tout comme le plan de gestion des matières résiduelles qui ne prévoit aucune mesure spécifique pour éliminer les sacs en plastique.

À Gatineau, les efforts menés jusqu'ici l'ont été à l'initiative des commerçants eux-mêmes. Plusieurs marchés d'alimentation incitent leurs clients à emballer leurs emplettes dans des sacs réutilisables. Certains offrent même une ristourne de quelques cents aux clients qui apportent leurs sacs.

D'autres villes québécoises ont décidé de prendre les taureaux par les cornes et d'y aller de mesures plus répressives.

À Huntingdon, le maire Stéphane Gendron a fait adopter un règlement, en janvier 2008, pour obliger les marchands à utiliser des sacs biodégradables. À Deux-Montagnes, les commerçants devront cesser de distribuer des sacs de plastique à compter du 1er juillet. Sherbrooke a d'abord rejeté l'idée, mais reconsidère sa décision devant les difficultés de l'industrie du recyclage à disposer des sacs en plastique. À Montréal, la municipalité prône la sensibilisation, jugeant une interdiction trop difficile à faire respecter.

Une ébauche

Dans son document Des idées pour Gatineau, Aurèle Desjardins trace une ébauche de son futur programme électoral. À partir des consultations réalisées auprès des électeurs, il a dégagé 33 engagements, répartis en sept grands thèmes.

Il s'engage notamment à repeupler le centre-ville en y ramenant 5000 résidents d'ici 2015. Il promet aussi d'y établir une Grande Bibliothèque et de brancher le centre-ville à Internet sans fil.

Pour aider les personnes âgées, il propose la création d'une commission municipale des aînés, en plus de favoriser le transport gratuit par autobus en dehors des heures de pointe.

Pour combattre la malbouffe, il propose de limiter l'installation de commerces de restauration rapide près des écoles. C'est un combat déjà entrepris par la Commission, Gatineau ville en santé, présidé par son lieutenant politique, Pierre Philion.

M. Desjardins souhaite aussi réduire de moitié les délais pour obtenir un permis ou une approbation de la Ville de Gatineau, Il mettrait aussi en place un « Noctambus » pour relier par autobus les lieux sportifs et culturels après les heures normales de service.



cyberpresse.ca

Publié le 21 avril 2009 à 06h27 | Mis à jour à 06h32

Une école sans permis à la barbe de Québec



L'école juive orthodoxe Belz a un permis pour enseigner le secondaire aux filles, mais n'en a toujours pas pour son école réservée aux garçons.

Photo: Martin Chamberland, La Presse



Marie Allard

La Presse

Le ministère de l'Éducation tarde à serrer la vis à l'académie juive orthodoxe Yeshiva Toras Moshe, de Montréal, qui refuse de se conformer à la loi. Sans permis, cette école donne un enseignement presque uniquement religieux aux 140 garçons du primaire qu'elle reçoit.

Dans un État de la situation daté du 23 décembre 2008, obtenu par La Presse en vertu de la Loi d'accès à l'information, le Ministère rappelle que la Yeshiva refuse de faire les ajustements demandés «sous prétexte de contraintes religieuses». La ministre Michelle Courchesne a donc refusé de lui délivrer un permis. «L'établissement ayant malgré tout continué à offrir des services éducatifs, le dossier devrait

être transmis au Procureur du Québec sous peu», précise le document.

Cela a-t-il été fait? «Non, parce qu'il y a toujours des discussions avec la Yeshiva Toras Mosche, a dit hier Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de Mme Courchesne. Mais c'est certain que pour la ministre, il va falloir que cette école ait un permis. Ce n'est pas le statu quo.»

Radio-Canada a révélé, dimanche, l'existence de cette Yeshiva qui scolarise illégalement les garçons de la communauté Satmar depuis 1952. Des manquements graves y ont été observés dans ses deux campus (situés rue Saint-Urbain et Bates), selon le dernier rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé.

En première année du primaire, la Yeshiva n'offre «que de l'enseignement religieux». Dans les autres années, seules 5 heures par semaine (au lieu de 25) sont consacrées aux disciplines autres que religieuses. Aucun des cinq professeurs donnant l'enseignement séculier ne détient d'autorisation d'enseigner. Seules les ressources

financières, provenant à 85% de dons, sont satisfaisantes.

Le programme québécois «heurte» leurs croyances

Dans une lettre envoyée au Ministère le 25 juillet dernier, l'ex-avocat de la Yeshiva, Me François Houde, fait valoir que «plusieurs éléments du programme (québécois) heurtent les croyances et préceptes religieux» de la communauté. Il précise que les élèves doivent «se développer dans le respect des lois religieuses qui gouvernent la communauté», afin de «devenir des personnes complètes et actives pour la société dans laquelle ils évolueront à l'âge adulte». Il ne semble pas être question ici de la société québécoise.

Une seconde lettre de l'avocat, datée du 8 octobre, propose une «ouverture de notre cliente» à reconsidérer sa position si une étude comparative de son programme et de celui du Québec est faite. Cette condition a été refusée par le Ministère, qui a souligné dans une lettre datée du 29 octobre que seules la langue et les maths étaient enseignées à la Yeshiva (outre la religion juive), ce qui est insuffisant.

Il semble que la Yeshiva attende le résultat de la demande de permis des écoles Belz et Skver «avant de présenter une demande» une seconde fois, selon Ahissia Ahua, porte-parole du MELS.

«Je ne suis pas en mesure de vous faire part de quelque commentaire que ce soit», a dit Yann Bernard, le nouvel avocat de la Yeshiva, qui n'avait pas parlé à ses représentants. La Yeshiva Toras Mosche n'a pas appelé La Presse.



cyberpresse.ca

Publié le 21 avril 2009 à 06h38 | Mis à jour à 06h39

Ce que prévoit l'entente avec Québec



Photo: Martin Chamberland, La Presse



Marie Allard
La Presse

C'est «pour régler le problème de la non-fréquentation scolaire» de certains jeunes hassidiques qu'une entente a été signée l'été dernier par la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, et les écoles juives orthodoxes Skver et Belz.

L'entente prévoit que les deux écoles demanderont un permis pour «dispenser l'enseignement secondaire général aux garçons de 16 ans et moins de leur communauté à compter de l'année scolaire 2008-2009». Cet enseignement se fera en français et progressivement, le Programme de formation de l'école québécoise sera mis en place.

Un comité de suivi, devant faire une évaluation périodique de l'application du protocole «pour s'assurer que le niveau, l'étendue, l'intensité et la durée des programmes offerts aux élèves sont maintenus», doit être mis sur pied.

L'entente souligne que l'étude de la Torah «fait appel à plusieurs compétences» du programme scolaire québécois et que «les communautés juives orthodoxes souhaitent gérer leurs écoles dans le respect des lois». Elle rappelle que ces deux écoles existent depuis longtemps (20 ans pour Skver, 50 ans pour Belz).

Le Collège rabbinique du Canada aussi concerné

Auparavant, à l'été 2007, un Groupe de travail sur la scolarisation de certains adolescents de la communauté juive a été formé par le Ministère, des représentants des écoles Belz, Skver et Beth Rivkah et un consultant, Alain Vidal. C'est M. Vidal qui a comparé la formation issue du Talmud et le programme secondaire québécois et conclu que «de façon générale, on fait appel aux mêmes compétences».

«Toutefois, il existe des écarts plus ou moins significatifs sur les contenus et également sur la terminologie», peut-on lire dans le rapport final du Groupe de travail, daté du 15 décembre 2007 et obtenu par La Presse grâce

à la Loi d'accès à l'information. Si le programme de mathématiques est assez bien couvert (voir encadré), ce n'est pas le cas du français langue seconde (couvert à 0%), de l'histoire (5%) ou de la géographie (10%). Nettement insuffisant, le temps consacré aux matières séculières doit être augmenté d'au moins 15 heures par semaine.

Le rapport prévoyait une implantation du programme québécois progressive, à partir de septembre 2008 jusqu'en 2012-2013. L'application est maintenant repoussée d'un an, a indiqué Me Yann Bernard, avocat des deux écoles. Le Collège rabbinique du Canada, qui a déjà un permis pour les 1re, 2e et 3e secondaire (mais pas pour les 4e et 5e secondaire) doit aussi se rallier au programme québécois, selon le rapport.

UN PROGRAMME PARTIEL

Pourcentage du programme scolaire québécois couvert dans les écoles juives :

> Anglais langue d'enseignement: 10%

> Français langue seconde: 0%

> Maths : 100% en 1re secondaire, 90% en 2e secondaire, 70% en 3e secondaire, 60% en 4e et 5e secondaire

> Science et technologie : 30% en 1re, 2e et 3e secondaire, 60% en 4e secondaire et 50% en 5e secondaire

> Géographie : 10%

> Histoire et éducation à la citoyenneté : 5%

> Arts : 0%

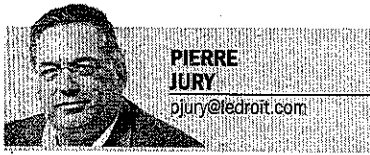
> Éducation physique : 75%

Nombre d'heures à ajouter chaque semaine pour couvrir le programme : en 1re secondaire : 18 heures ; en 2e secondaire : 18,5 heures ; en 3e secondaire : 16,5 heures ; en 4e et 5e secondaire : 15 heures

Source: Rapport final du groupe de travail sur la scolarisation de certains adolescents de la communauté juive, décembre 2007.

Éditorial

La chaise vide face au racisme



PIERRE JURY
pjury@ledroit.com

Le Canada a choisi de ne pas participer à la Conférence sur le racisme qui s'est ouverte, hier à Genève. Dès le début, le président de l'Iran, Mahmoud Ahmadinejad, s'est lancé dans une attaque en règle contre Israël, qualifiant son gouvernement de «raciste». Il a dit qu'après la Seconde Guerre mondiale, les forces alliées avaient «eu recours à l'agression militaire» pour déposséder les Palestiniens de leurs terres pour les offrir aux Juifs. «Ils ont envoyé des migrants d'Europe, des États-Unis et du monde de l'Holocauste pour établir un gouvernement raciste en Palestine occupée [...] Des efforts doivent être faits pour mettre un terme aux abus des sionistes et de (leurs) partisans.»

Cette tirade n'est pas nouvelle dans la bouche de cet homme qui l'a peut-être prononcée parce qu'il est lui-même en campagne présidentielle dans son pays. Elle n'est pas vraiment nouvelle dans le cadre de la Conférence sur le racisme, dont la première édition avait eu lieu à Durban, en Afrique du Sud, en septembre 2001... quelques jours à peine avant les événements du 11 septembre. Il s'en était dit des choses terribles sur les juifs là aussi.

Sept années plus tard, à Genève que certains qualifient comme «Durban II», des groupes ont pris la Conférence sur le racisme comme cible. Il y a aussi des militants pro-Islam qui cherchent à faire reconnaître le principe de la «diffamation des religions» pour museler les discours qui associent certains islamistes avec le terrorisme, notamment.

Mais d'entrée de jeu, c'est M. Ahmadinejad qui a dressé la

Berceau d'équité

La liste d'attente unifiée pour une place en garderie, baptisée BERSO (Bureau d'enregistrement du réseau des services de garde éducatifs de l'Outaouais), n'est pas parfaite mais il s'avère une grande amélioration sur ce qui existait dans le passé. Pour cela, il faut saluer son entrée en vigueur, ces jours-ci.

Rappelons-nous les dérivés du passé où de jeunes parents inscrivaient leur enfant (à venir)

table. Et ses propos, attendus, ont fait réagir. Les représentants de l'Union européenne se sont levés en masse et quitté la salle sous les yeux du président iranien qui a poursuivi sa lancée, non sans remarquer l'affront qu'ils voulaient lui faire.

Quitter la salle en pleine conférence du président d'un pays a eu un effet bœuf immédiat. Dans les minutes qui ont suivi, les images faisaient les manchettes des journaux télévisés. La provocation était évidente.

Et le Canada, comment a-t-il protesté? Nos représentants n'ont pas quitté la salle à Genève... parce qu'ils n'y étaient tout simplement pas. Le Canada, comme plusieurs autres pays, a choisi la politique de la chaise vide. Les États-Unis et l'Allemagne, notamment.

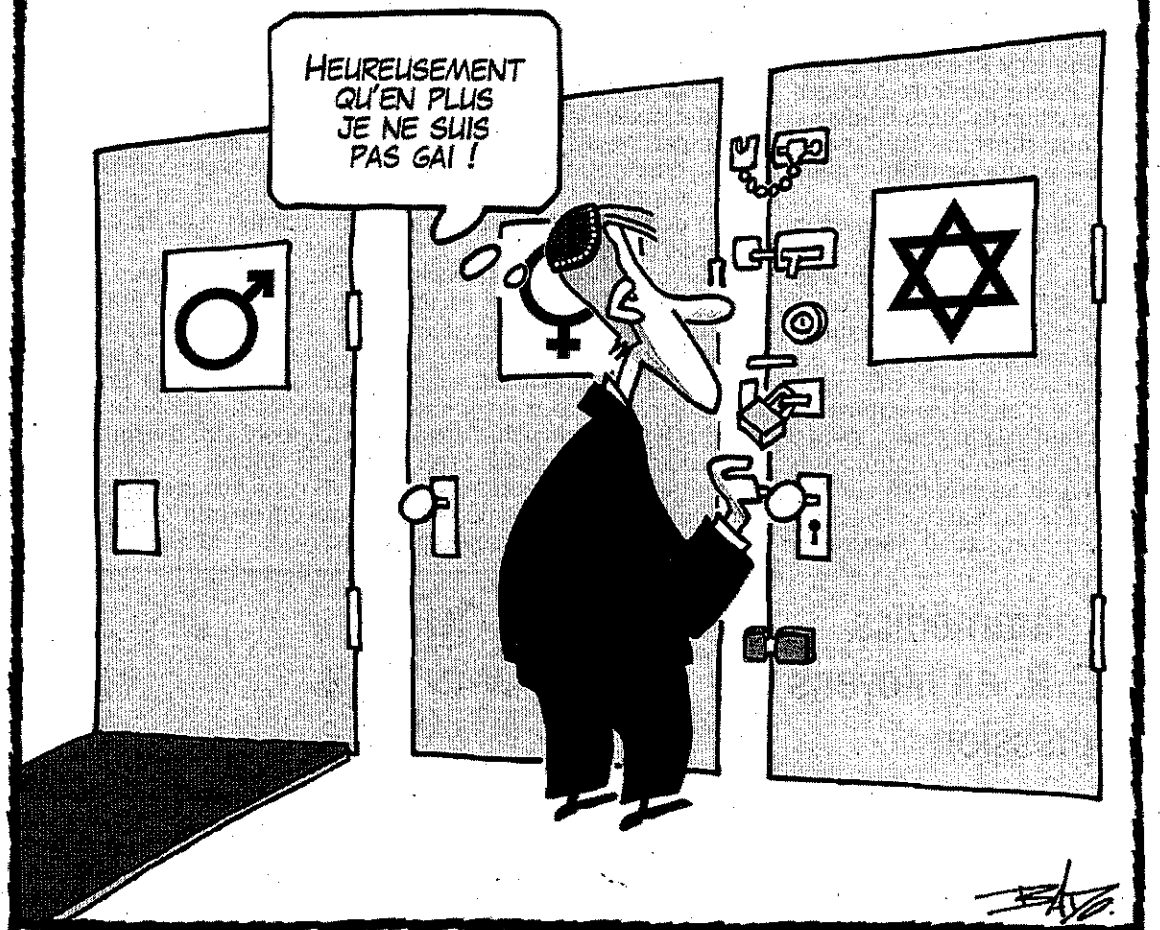
Il y a une certaine logique à agir comme le Canada l'a fait. Il y a un certain risque aussi. Cela peut laisser toute la place à des discours qui dévient les discussions de leurs plus louables intentions. Nous ne sommes pas sans reproche, côté droits de la personne, mais peut-on accepter que des gens comme M. Ahmadinejad occupent toute la place de telles tribunes et y colportent des messages d'intolérance?

Ce n'est quand même pas comme si les pays du monde étaient sur le point de mettre le racisme au rang des tarés du passé. Le racisme est encore bien vivant, ici comme ailleurs. Il prend même des formes nouvelles si l'on englobe sous ce vocable les traitements différenciés réservés aux femmes, aux homosexuels, aux handicapés, aux adeptes de certaines croyances...

Au lieu de parler de ces défis pour les sociétés, des gens kidnappent des tribunes pour tenter de les mouler à leurs propres fins. Ces gestes doivent être décriés... mais il est difficile de le faire à partir d'une chaise vide.

dans toutes les garderies sur leur chemin dans l'espoir qu'une liste d'attente puisse leur être favorable. Multipliée par 10, 50, 100, cela donnait partout des listes avec des noms identiques et un mal de tête pour ceux qui avaient à les gérer dans autant d'établissements. Le guichet unique prouvera sa valeur; la force de l'outil devrait rallier les garderies qui n'en font pas encore partie, faut-il souhaiter.

Conférence de l'ONU sur le racisme



A VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

Contre la réforme

Enfin, sous la direction de Robert Comeau et de Josiane Lavallée, une douzaine d'honnêtes analystes s'opposent ouvertement à cette entreprise de démolition qui perdure depuis plus de 40 ans quel que soit le parti au pouvoir.

Les consignes: «préparer les jeunes au 21^e siècle», «réaffirmer l'école», «prendre le virage du succès» et tout le bla-bla se retrouvent dans les hauteurs de l'éducation avec les mêmes signatures, les mêmes conseillers, les mêmes rédacteurs qui s'échangent à loisir les rôles et les secrétaires en changeant de ministres qui ne supportent pas la contradiction, leur consultation se limitant à savoir comment il serait bon d'appliquer leur vouloir.

D'aucun s'engraisse vite à ce régime-là qu'il faudrait enlever au plus tôt, c'est critique!

La tour de Babel a été mise en chantier sous la direction de despotes et d'agnostiques et imposée aux victimes que sont les parents, les enfants et les enseignants, moyennant un nouveau glossaire, un fouillis, un imbroglio, un embrouillamini d'où, la «confusion des langages» pour camoufler et tenter de justifier l'idéologie

des démolisseurs et consorts.

Sur ce, ministres, au prochain bulletin laissez-moi à titre d'enseignante à la retraite vous octroyer la lettre «Z» à l'item «Développement des compétences transversales et disciplinaires.»

De plus, avez-vous songé qu'il serait plus économique d'injecter le gros bon sens pédagogique plutôt que d'injecter des millions pour contrer le décrochage scolaire?

Marie-Anne Gagnon-Hotte,
Gatineau

Des juges bilingues

Au premier ministre Harper, Nous apprenons avec inquiétude que votre gouvernement s'opposerait au projet de loi du député néo-démocrate Yvon Godin sur la nomination des juges. Ce projet de loi exige que les juges nommés par le gouvernement fédéral soient bilingues avant que lui soit offert un poste de juge. Pas question donc de «promesse» d'apprendre l'autre langue officielle après sa nomination pour éviter recourir aux interprètes pour comprendre les textes et les problèmes, fort complexes, sur lesquels le juge aura à prendre des

décisions d'une profonde gravité pour notre pays.

Cette exigence est des plus élémentaires au Canada. Ce n'est pas là une question de «partisanerie», il s'agit de la protection du tissu fondamental de notre pays.

Nommeriez-vous juge une personne qui ne maîtrise que le français? On entend les cris de protestation. Et à bon droit! Et je vous recommande fortement de ne pas le faire. Idem, bien sûr, dans le cas d'un unilingue anglais.

Aucune crainte, d'ailleurs, quant à la possibilité de dénicher au sein de notre pays des candidats bilingues de grande qualité. Vous avez d'ailleurs eu la main heureuse lors de votre dernière nomination.

Notre député, Pierre Lemieux, a même été accusé d'être contre le bilinguisme justement à cause de la prise de position de votre gouvernement face au projet de loi du député Godin.

L'accusation s'est répandue parmi le grand public. Il s'agit là nul doute d'une accusation lourde à porter pour un député de l'Est ontarien, accusation qui pourrait s'avérer lourde de conséquences lors du prochain scrutin.

Fernand Dumaine,
Rockland

VOTRE OPINION COMPTE! Le Droit invite ses lectrices et lecteurs à réagir à l'actualité dans cette page. Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents. Le Droit ne s'engage ni à publier les documents reçus, ni à justifier leur non-publication. Ne seront publiées que les lettres portant le nom, prénom, adresse et le numéro de téléphone de l'auteur. Seul le nom et l'ieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

LeDroit

BUREAU D'OTTAWA 47 RUE CLARENCE, BUREAU 222,
CASIER POSTAL 8860, SUCC. T, OTTAWA (ONTARIO), K1G 3J9

BUREAU DE GATINEAU SERVICE À LA CLIENTÈLE
PROMENADES DE L'OUTAOUAIS, 1100 BOUL. MALONEY OUEST, C.P. 82050 GATINEAU (QUÉBEC) J8T 8E1

DIRECTION GÉNÉRALE
Président et éditeur Jacques Pronovost
Adjointe admin. Véronique Harrington
Promotions Marjorie Vallée

ADMINISTRATION ET FINANCES
Directeur Patrice Bellehumeur
Contrôleur financier Sara Gauvin
Services admin. et paie Lynne Bazinet

RÉDACTION
Rédacteur en chef André Larocque
Chef des nouvelles Jean Gagnon

PUBLICITÉ
Dir. ventes Claude Tremblay
Dir. adj. Éric Brousseau

PRODUCTION ET INFORMATIQUE
Coord. production Antonio Hilario
Gérant informatique Louis Simoneau
Resp. informatique Antoine Boulet

ABONNEMENTS ET TIRAGE
Directeur Robert Schiffo
Adjointe Marie-Josée Hahn
Gestionnaire Claude Simard

Students bemoan short summer

EDUCATION: Summer jobs may take precedence over classes with school year set to begin before Labour Day

Posted 2 hours ago

Kingston high school students will have to choose between work or class after area boards of education voted to start the coming fall term in the week before Labour Day.

Not everyone is happy about it.

"I have mixed feelings," said Steve Newstead, president of the Ontario Secondary School Teachers Federation that negotiates with the Limestone District School Board.

"My concern is not so much the staff coming back prior to Labour Day. If you have students committed to jobs, most of those go to Labour Day. My fear is you're missing a significant portion of the student body and that could be detrimental.

"If you have even one student not here, that student needs to get caught up on what they missed."

With the statutory holiday falling on Sept. 7 this year, school boards were faced with squeezing the mandatory 194 days of instruction in from Sept. 8 to June 30. Only 192 teaching days were available.

As a result, the three school boards that share bus routes from Picton to Kingston decided to begin school on Sept. 1 -- despite a number of public objections.

Students will be in class from Tuesday, Sept. 1, to Thursday, Sept. 3, will have the Friday off, and then return to class the following Tuesday.

Mike Robinson, a Grade 12 student at Regiopolis-Notre Dame Catholic Secondary School who held down two summer jobs last year, knows from experience that the boards are imposing a hardship on students.

"A week is a lot of work," said Robinson. "You can accumulate a lot of money in a week, especially saving for university. We need to work and make as much money as possible."

The Limestone board approved the early start two weeks after similar decisions by the Algonquin and Lakeshore Catholic District School Board and the Hastings Prince Edward District School Board. About three-quarters of the boards across the province have adopted the same timetable.

The organizer of the Limestone City Blues Festival, Michele Langlois, sent a letter to public school trustees warning of possible financial repercussions for the event and asking them to reconsider.

Langlois said that when the festival began a dozen years ago, organizers "very deliberately" chose the last weekend in August, prior to the Labour Day weekend, in order to address the annual "dip in the accommodation sector."

pschliesmann@thewhig.com They would never hold the music festival on the last weekend of summer, normally Labour Day, she said, because "it's not for events. It's the last trip to the cottage. Family. That sort of thing."

Langlois said the school boards have essentially moved the end of summer ahead by a week.

"You tell me school's going to be Sept. 1, I have to change gears right in the middle of the summer," she said. "I

think it's going to catch some people by surprise."

To make matters worse, Langlois said, the fact that school boards have come to different decisions will create a "checkerboard situation" across the province. "The impact is huge. I'm disappointed provincially when the ministry of tourism seems to be doing so much for tourism.

"This is lopping a full week off the season."

The neighbouring Upper Canada District School Board, headquartered in Brockville, along with the Catholic District School Board of Eastern Ontario, are among a dozen or so that chose to start classes Sept. 8. Those boards invoked a loophole offered by Education Minister Kathleen Wynne in a March 12 letter she sent to all boards across the province.

Wynne listed a number of public concerns trustees should consider, including "the challenging economic circumstances that Ontario is facing and the possible impact on tourism and summer employment for students."

Then she wrote that it was possible to delay the school year until after Labour Day "by scheduling at least two professional activity days before September 7."

Union president Newstead said that when he heard about the minister's letter, he asked Limestone board officials to reopen the issue for further discussion.

"I basically wanted to start the process over. Initially, I never thought of using professional activity days prior to school," he said.

But by that time, the issue would have had to be reconsidered by all three partner boards. "We were kind of in a vulnerable spot," said Newstead.

In an April 2 story, Algonquin and Lakeshore director Michael Schmitt told theWhigthat "contractual obligations" didn't allow boards to have fewer than six professional activity days. He made no mention of the education minister's letter or her suggestion to schedule two PA days in advance of the school year.

"They really should have gotten some input from students to get a better idea," said Michelle Kasaboski, who sits with Robinson on student council at Regiopolis- Notre Dame.

"There might have been some minor changes, like moving the PA days."

Representatives of Kingston's tourism industry say the decision will be hard on students and their seasonal employers.

"It's really disappointing in the middle of a recession (when) people are working hard to make ends meet and they decide to shut down tourism for a week," said Glenn Rea, manager of the Lone Star restaurant in downtown Kingston.

Rea hires a number of high school students, on whom he depends for help in the kitchen. He fears he could lose a quarter of his staff that week if they choose classes over work.

Another concern, he said, is that families will start focusing on getting their high schoolers back to classes and that will also cut into tourism. "We're literally losing a week of summer," Rea said.

Bob Scott, general manager of the Greater Kingston Chamber of Commerce, said he was disappointed that the boards didn't move two PA days to the week before Labour Day as suggested by the education minister.

"Why would you do that?" he asked. "Who knows what the impact will be? It's likely to be not good. There will be people getting hurt on this. We definitely think it will have an effect on the last week of summer."

Copyright © 2009 The Whig Standard

April 21, 2009



Another day, another major hydro outage

MORNING DRIVE: Hwy. 401 west closed near Prescott

By DON WILCOX, Sun Media

For the second straight day, residents of Eastern Ontario are dealing with a major hydro outage caused by a problem originating with Hydro One.

Today, more than 25,000 customers in a huge swathe of the region from Brockville through Vankleek Hill and Winchester were affected. Hydro One crews are out making repairs, and as of 7:15 a.m. had returned power to residents in the Winchester region. Power is expected to be restored to all affected customers by mid morning.

Yesterday, thousands of customers in east Ottawa were affected for up to seven hours when an equipment failure knocked out power.

Elsewhere this morning, Ottawans are making the work/school commute today in rainy conditions with moderate temperatures. It's about 3C this morning and the rain is expected to continue much of the day, tailing off to showers late in the afternoon as we reach a forecast high of 11C.

Wednesday is forecast to be cloudy with a high of 12C, and then summer-like temperatures start to move in. On Thursday we're expecting 12C and sun, and then temperatures of 21C and 25C for Friday and Saturday.

On area roads this morning, conditions are wet and slippery as rain continues to fall in most areas.

In downtown Ottawa, today's planned protest by thousands of Tamil Canadians along Wellington St. is not affecting traffic. Only about 100 to 150 are on the Hill so far, but those numbers will grow. Organizers say they plan to stay off city streets and restrict the protest to Parliament Hill. Ottawasun.com will be following the protest all day, so stay tuned for up-to-the-minute reports if the protest spills onto streets.

As of 7:30 a.m.:

- The westbound lanes of Hwy. 401 are closed between Hwy. 416 and the Edward St. interchange at Prescott so a tractor trailer can be removed from the highway. Police say the lanes are expected to be closed for about an hour -- to about 8 a.m.
- There are no crashes reported on any of the major routes in Ottawa.
- The 417 is now building and busy across the city. It's stop-and-go westbound at the split, and also slow in from Kanata through Pinecrest in to the downtown. The 416 is moderate in to the 417 junction.
- Hunt Club is now busy with volume delays at the usual locations. Northbound routes from Barrhaven and South Ottawa are now also busy.
- In the east end there are no reported problems. Innes through the corridor at Blaine is busy, northbound routes heavy but with no major delays.

Ottawasun.com will update this story as the morning progresses.

Power restored to rural schools

BY STEPHANIE SMITH , THE OTTAWA CITIZEN APRIL 20, 2009

OTTAWA-A massive power outage in the south and east side of the city caused the Ottawa Carleton District School Board to close 15 schools on Monday.

Ottawa Catholic School Board closed one school because of the outage.

Hydro Ottawa said the power outage was due to a loss of supply from the provincial electricity group. It happened at about 5:30 a.m. Monday, affecting about 11,000 customers.

By mid-morning, 9,000 Hydro Ottawa customers and 5,700 Hydro One customers were still without power.

Power was fully restored by 12:30 Monday afternoon.

The schools were expected to re-open for classes today.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen